



**EXTRAIT DU REGISTRE  
 DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
 DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2016-68**

**Séance du 20 décembre 2016 à dix-huit heures trente**

L'an deux mil seize, le vingt décembre à dix-huit heures trente,  
 le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué,  
 s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses  
 séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents:**

MM Caizergues, Billette, Hervet, Joly, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber  
 Mmes Albigès, Bertin, Fraisse, Maury, Olivier, Pervent,

**Absents excusés:**

Mme Bérard procuration à M. Caizergues, Mme Castillo procuration à Mme Bertin, Mme  
 Chibani procuration à Mme Albigès, Mme Vella procuration à M. Perez, M. Lenoir  
 procuration à M. Weber, Mme Vilaplana, M. Carbonneill, M.Laget

**Secrétaire de séance:** Mme BERTIN

**Nombre de membres en exercice:** 23

**Présents:** 15

**Procurations:** 5

**Absents:** 3

**Votants:** 20

**Date de convocation et affichage**

16 décembre 2016

**Objet:** Taxe d'aménagement – reversement d'une part de la taxe perçue par la  
 commune à Montpellier Méditerranée Métropole – exercice budgétaire 2016

La taxe d'aménagement est définie à l'article L 331-1 du Code de l'urbanisme qui dispose  
 qu'« en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs  
 définis à l'article L121-1, les communes ou EPCI perçoivent une taxe d'aménagement ». Cette  
 taxe, instituée par la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 portant réforme de la  
 fiscalité de l'urbanisme a remplacé à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012, la Taxe Locale  
 d'Équipement (TLE).

L'article 5217-11 du Code général des collectivités territoriales dispose qu'en matière de  
 recettes les articles applicables aux communautés urbaines s'appliquent également aux  
 Métropoles. A ce titre, la création de Montpellier Méditerranée Métropole conduit au  
 transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées  
 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Cette taxe, applicable aux opérations de constructions, agrandissement des bâtiments,  
 installations ou aménagements de toute nature, a pour objet le financement des  
 équipements publics induits par le développement de l'urbanisation, qu'il s'agisse de  
 voirie, réseaux divers, aménagement de l'espace public ou d'équipements de super  
 structure (écoles, crèches, équipements culturels, sportifs....)

Parallèlement, compte tenu du mode de recouvrement de la taxe, les communes  
 perçoivent en 2016 la taxe d'aménagement relative aux autorisations délivrées avant le  
 1<sup>er</sup> janvier 2015.

L'article L331-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité de  
 reverser tout ou partie de la taxe des communes vers l'EPCI ou de l'EPCI vers la  
 commune compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de  
 la commune, de leurs compétences respectives, dans des conditions prévues par  
 délibérations concordantes des conseils municipaux et de l'organe délibérant de la  
 Métropole.

Compte tenu des transferts de compétences liés à la création de Montpellier Méditerranée Métropole, il vous est proposé de reverser à la Métropole 9 761.00 € au titre de l'année 2016.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité:

- d'approuver au titre de l'exercice 2016, le reversement d'une partie du produit de taxe d'aménagement de la commune à Montpellier Méditerranée Métropole pour le montant de 9 761.00 €
- d'approuver le projet de convention de reversement joint en annexe.
- d'autoriser M. le maire à signer la convention ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire
- dire que ce reversement de taxe d'aménagement au titre de l'année 2016 sera imputé au chapitre 73 article 73928

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 20 décembre 2016  
Roger CAIZERGUES  
Maire



Certifiée exécutoire compte tenu de la date :

- d'envoi dématérialisé en préfecture le:

-d'affichage le:

nomenclature: 7.6.1.